

# L'avenir de l'Europe?

## “Ni statu quo, ni détricotage”

● Dirk Wouters, l'ambassadeur de la Belgique auprès de l'Union européenne, arrive au terme de son mandat.

● Une période chahutée dont il tire un bilan contrasté.

● Les dirigeants des Etats membres doivent se parler et reconstruire la confiance mutuelle.

Entretien Gilles Toussaint

**A**vec discrétion et efficacité, Dirk Wouters assure depuis 2011 la fonction de représentant permanent de la Belgique (ambassadeur) auprès de l'Union européenne. Avant de rejoindre son prochain poste à Washington, ce diplomate réputé fin stratège revient sur cinq années durant lesquelles le projet européen a traversé de sérieuses turbulences.

**Au terme de votre mandat, avez-vous conservé les mêmes idéaux sur l'Europe que lors de votre entrée en fonction?**

Je garde évidemment la même conviction européenne et la même volonté de défendre le projet européen. Personnellement, je suis convaincu que l'on n'a pas à choisir l'Europe. Elle est là où elle est et nous sommes où nous sommes. On n'a pas à la perdre non plus. L'Union pourrait et devrait même être dans un meilleur état de santé, mais je ne partage pas la thèse de ceux qui prônent le statu quo, qui est souvent celle qui revient après un choc dans l'intégration européenne. Déjà à l'époque du Traité de Maastricht, cette thèse selon laquelle on avait atteint un équilibre, voire un plafond, dans l'intégration, se propageait. Depuis lors, le développement de l'UE a démontré que même les dirigeants européens qui étaient sans doute réticents à aller plus loin y ont été contraints, non pas par la force, mais par les événements. Il y a eu le même réflexe au début de la crise financière de 2008 et puis on a vu ce que les Etats membres ont accepté. C'est un paradoxe dans l'intégration européenne. Quand les dirigeants disent “je ne suis pas très favorable”, on finit quand même souvent par faire le pas une fois que l'on a bien identifié l'intérêt commun et que l'on a trouvé la bonne méthode.

**Le Brexit pourrait forcer un pas vers plus d'intégration?**

La réflexion est indispensable dans l'état actuel des choses.

Justement parce que l'on ne peut pas se permettre le statu quo. Cette réflexion doit évidemment être abordée avec la sagesse et la prudence nécessaires et dans une perspective historique qui aide à prendre du recul par rapport aux nouveautés qui nous arrivent. On doit essayer de trouver une approche qui intègre l'attente des citoyens européens que l'Union fasse mieux la démonstration qu'elle est au service de l'ensemble des populations des Etats membres. Mais il

ne faut pas abandonner les schémas qui ont fait leurs preuves dans le passé. Je pense à des projets importants comme Schengen (la libre circulation, NdLR) et la monnaie unique qui sont sans doute ceux qui touchent de plus près les citoyens. Je m'en rends compte grâce aux contacts que j'ai pu avoir avec les jeunes. Ils m'ont conforté dans l'idée que les jeunes se sentent relativement bien dans l'Europe d'aujourd'hui. Et quand on leur demande ce qui les intéresse vraiment, la première réponse est souvent le fait de voyager librement sans être arrêtés aux frontières, tout en étant en mesure de payer avec la même monnaie.

**Il y a une énorme cacophonie sur ce que doit être l'Europe...**

J'ai le sentiment que de plus en plus de citoyens ont un réflexe de repli sur soi. Ce n'est pas nécessairement un réflexe antieuropéen, c'est avant tout la conséquence des développements plus globaux initiés par la mondialisation. Les gens ne comprennent pas tout à fait ce qui leur arrive. Ils ont des attentes supplémentaires vis-à-vis du projet européen. Et ce qui me semble central dans celles-ci, c'est d'avoir un peu plus de sécurité et de protection au sens large dans les différents domaines de la vie quotidienne.

Le fait de ne plus avoir le sentiment de partager le même objectif, la question “Vers où va-t-on?” affecte aussi l'attitude des citoyens et des dirigeants. Cela me paraît un facteur important, tout comme les interrogations apparues, surtout ces dernières années, sur le fait de savoir si l'on partage encore les mêmes valeurs.

Enfin, on défend peut-être moins que par le passé les décisions prises et on communique moins bien dessus. Si vous appartenez à un club, il me paraît assez logique d'avoir le courage de défendre ce club et les décisions qui y sont prises. Ce qui me frappe dans la façon dont on parle de l'UE et de l'Europe en général, c'est qu'on est un peu trop négatif. Pendant cinq ans, j'ai reçu des représentants de plus de cent pays non membres, qui sont tous venus m'expliquer à quel point ils admiraient le projet, en m'énumérant les avantages qu'ils y voyaient de l'extérieur.

**On entend souvent que l'Union n'est pas, ou pas assez, démocratique...**

Je ne pense pas que le problème actuel soit un déficit démocratique au sein de l'UE. Aujourd'hui, on est plutôt face à un constat de manque de confiance mutuelle.

**La sécurité et la défense, la fiscalité, un peu de social... Ce sont les chaînons manquants sur lesquels l'Europe peut progresser?**

Il y a certainement des sujets qu'il est réaliste de mettre sur la table: le marché intérieur, l'énergie, le numérique, la sécurité et la lutte contre le terrorisme... Il y a de nouveau un intérêt pour la défense dans certains pays, notamment l'Allemagne. Mais je crois que les Etats membres vont d'abord devoir passer par une explication entre humains et une tentative de retrouver une confiance mutuelle. Parce qu'au cours de cette dernière année, nous avons assisté à l'émergence d'une certaine fracture – sur la migration, le social... –

au sein du club des Vingt-huit.

*“Les jeunes se sentent relativement bien dans l'Europe d'aujourd'hui. Ils n'ont pas de rejet existentiel par rapport au projet européen.”*

# Le référendum ne doit pas mener au blocage politique

## Peut-on encore attendre une surprise dans les négociations à venir avec les Britanniques?

Je comprends les réactions dans certains milieux du Royaume-Uni qui continuent à espérer. Après un choc, c'est humain... Mais il y a quand même une réalité politique. La question "Voulez-vous rester? Voulez-vous quitter?" fut tellement existentielle que l'idée d'un autre référendum, par exemple, ne me semble pas à première vue très convaincante dans le paysage politique actuel.

Aujourd'hui, on est dans une phase de grande instabilité. Les sentiments sont en partie les mêmes que ceux que nous avons connus lors des référendums au Danemark (sur le Traité de Maastricht), aux Pays-Bas ou en France (sur le Traité constitutionnel). C'est un mélange de grande déception et de tristesse, mais aussi de critiques sur ce qui s'est passé.

Le cas britannique est cependant un peu différent. Dans les autres référendums, on savait que l'on devait continuer le voyage au sein de la même Union européenne avec ces pays. A un certain moment, il faudra quand même aussi que nous intégrions l'utilisation du référendum dans notre réflexion. On ne peut pas éternellement permettre que les Etats membres se

mettent dans une position de revendication permanente par rapport à la famille européenne parce qu'ils ont organisé un référendum et qu'ils n'ont pas obtenu le résultat souhaité. C'est un engrenage qui mène finalement à un blocage politique et à une absence de confiance mutuelle totale.

## Craignez-vous un effet domino du Brexit?

Je crois qu'il y a quand même des particularités dans le cas britannique. Et la découverte de la complexité du processus de séparation aura sans doute un effet dissuasif pour ceux qui penseraient un peu vite qu'ils doivent suivre cet exemple. Jeter ce qui a été réalisé a un coût. Les Britanniques découvrent que la sortie gratuite n'existe pas. Nos économies et nos sociétés sont tellement imbriquées les unes dans les autres qu'il y a toujours un coût si on veut défaire ces liens. C'est pénible le divorce, mais c'est surtout incroyablement compliqué.

Je pense que l'effet domino se situera plutôt dans le risque de continuer à mobiliser les nationalismes dans les autres Etats membres, qui exploitent ce marché en affirmant que l'Union européenne s'occupe de choses dont elle ne doit pas s'occuper et qu'elle ne fait pas

bien des choses dont elle s'occupe. Sans qu'ils ne présentent pour autant une alternative valable.

## Le fait que les Etats membres aient agité le spectre d'un Grexit l'an dernier ne se retourne-t-il pas un peu contre eux aujourd'hui? Cela a accredité l'idée que si on ne se pliait pas à la volonté de l'Union européenne, on était envoyé à l'échafaud...

Quand on analyse les résultats du référendum britannique, on voit que la question de l'immigration et l'argument de la récupération de la souveraineté nationale ont été les deux éléments les plus importants dans le vote. En ce qui concerne la souveraineté, je pense qu'il y a une conviction et des analyses assez erronées sur ce concept au Royaume-Uni. L'idée que l'UE a voulu supprimer la souveraineté nationale n'est pas la bonne analyse. L'Union a voulu corriger les choses. Le but, c'est de partager la souveraineté nationale, pas de la supprimer. De ce point de vue-là, je n'ai jamais compris ces critiques.

**"Jeter ce qui a été réalisé a un coût. Les Britanniques découvrent que la sortie gratuite n'existe pas."**

## Épinglé

### Le choc du matin du 24 juin

**Vous avez passé une bonne partie de votre carrière dans les affaires européennes. Quel a été le moment qui vous a procuré la plus grande satisfaction? Et le plus difficile?**

*"Des moments satisfaisants peuvent aussi avoir été très durs, l'un n'exclut pas l'autre. Mais quand je regarde en arrière, je garde un excellent souvenir de toutes les négociations où il a été possible de faire des avancées dans la construction européenne. Le plus positif fut sans doute le Traité de Maastricht. Et, plus récemment, la négociation de l'union bancaire parce que j'avais le même sentiment d'équité, de bonne méthode et d'engrenages fonctionnels qu'à l'époque de Jacques Delors. Un autre moment satisfaisant, mais très difficile, fut la négociation bilatérale avec la Commission pour éviter que la Belgique ne reçoive une amende de 750 millions d'euros pour non-respect de la règle selon laquelle le déficit budgétaire ne doit pas dépasser 3% du PIB. Les dossiers bilatéraux avec la Commission sont sans doute ceux sur lesquels un représentant permanent peut offrir des services utiles à son gouvernement.*

*Du côté des moments tristes, il y a le choc du matin du 24 juin (l'annonce du résultat du référendum sur le Brexit, Ndlr). J'étais à Luxembourg pour le conseil des affaires générales et je suis allé dormir l'esprit assez tranquille après avoir regardé les nouvelles du soir (qui donnaient le 'Remain' gagnant). On avait même réglé le réveil un peu plus tard que d'habitude... Et puis, même si ce n'est pas directement lié à l'UE, nous avons été fort affectés par les attentats terroristes de Bruxelles et de Paris."*